

Le 22 octobre, plusieurs dizaines de manifestants ont tendus des banderoles sur les portiques d'écotaxe. Ici, à Elven



ÉCONOMIE

L'ÉCOTAXE, POMME DE DISCORDE ENTRE POLITIQUES ET PATRONS

En octobre, la Bretagne a été le théâtre d'une intense mobilisation du monde économique contre l'écotaxe. Un dossier dans lequel patrons et politiques se tiennent par la barbichette.

La Bretagne a été le théâtre d'un mouvement contre l'écotaxe qui lui a valu de se retrouver à la Une de l'actualité et au chevet de douze ministres, réunis le 16 octobre, sous la pression du « lobby breton », mobilisé pour protéger ce qu'il reste du fameux modèle économique régional. Sur le terrain, les manifestations se sont multipliées entraînant même la destruction de deux portiques d'écotaxe sur les quinze installés pour comptabiliser les poids lourds de plus de 3,5 t. Un mouvement placé sous l'égide d'un Collectif des acteurs économiques bretons, dont le Medef est chef de file. Objectif ? Protéger les intérêts économiques régionaux et lutter contre l'écotaxe, dont la mise en application survient alors que l'agroalimentaire traverse une mauvaise passe.

Le 17 octobre, Pierrick Massiot demandait la mise en œuvre d'un moratoire sur cette taxe. Cette position a valu au président PS de la région, successeur du ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, des critiques, émanant, notamment, des écologistes. « L'exécutif régional est en train de céder au lobby agroalimentaire breton », a regretté

Gaëlle Rougier, élue du groupe Europe écologie-Les Verts Bretagne.

La position de Pierrick Massiot sur l'écotaxe a évolué. L'été dernier, le socialiste s'estime heureux des 50% d'exonération obtenus au vu du caractère excentré de la Bretagne. « Nous considérons que les intérêts de la Bretagne ont été préservés », déclarait-il à l'époque.

Depuis, la donne a changé. La loi de décen-

PP TOUT CELA, C'EST DE LA MANŒUVRE POLITIQUE PP

ALAIN GLON,
grand patron breton

tralisation de Marylise Lebranchu, qui aurait pu offrir de nouvelles perspectives à la région, s'est mise à patiner. Le couperet s'est aussi abattu sur des industries agroalimentaires structurantes telles que Gad ou Doux, avec qui Tilly-Sabco voudrait bien aujourd'hui fusionner. « À écouter certains patrons de l'agroalimentaire, on pourrait croire que l'écotaxe est responsable de la

crise actuelle, remarque Gaëlle Rougier. Pourquoi ne pas plutôt s'interroger sur les choix des responsables patronaux, qui ont positionné l'économie bretonne au sein d'un marché mondialisé très rude ? Ce système marche sur la tête. Avec des centaines de milliers de porcs envoyés chaque année dans les abattoirs allemands car il est moins cher de les transformer en Allemagne et en Europe de l'Est. » Ce constat est partagé par Jean Dumoulin, président du Medef Morbihan. « On sait qu'il n'y a pas d'homogénéité sur les salaires en Europe. Les différences sont grandes avec l'Allemagne. Alors battons-nous pour un moratoire jusqu'au retour à une meilleure fortune. De toute façon, techniquement, il sera impossible d'équiper tous les poids lourds au 1^{er} janvier 2014. »

Le changement de cap de Pierrick Massiot laisse aussi sceptique Alain Glon, grand patron breton parmi les plus prompts à pourfendre l'écotaxe. « Tout cela, c'est de la manœuvre politique », commente-t-il. « Jean-Yves Le Drian, qui veut se rapprocher de ses électeurs bretons, fait dire des choses par son remplaçant. » ●

Nicolas Mollé rennes@lemensuel.com